



# Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET  
[WWW.USMISSION.CH](http://WWW.USMISSION.CH)

## Hebdomadaire

### CETTE SEMAINE

3 AVRIL, 2003

#### LE RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE EN 2002

L'avant-propos de M. Colin Powell à ce rapport du département d'Etat..... 1

#### LE RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME SERVIRA DE GUIDE AUX ETATS-UNIS

Propos de M. Lorne Craner, du département d'Etat, à l'occasion de la parution de ce rapport ..... 2

#### LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME AU PROCHE-ORIENT EN 2002

Des alliés de longue date des Etats-Unis sont pointés du doigt. .... 3

#### COLIN POWELL : LES E.-U. VEULENT LA LIBERTÉ EN IRAK ET LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Son interview accordée le 30 mars au New York Times..... 4

#### AIDE À L'IRAK : LES E.-U. VERSERONT 21 MILLIONS DE DOLLARS SUPPLÉMENTAIRES

Texte du communiqué du département d'Etat..... 5

#### LA SÉCURITÉ ET L'ACCUEIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Le département d'Etat essaie de trouver un juste milieu..... 6

#### LE RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE EN 2002

L'avant-propos de M. Colin Powell à ce rapport du département d'Etat

On trouvera ci-après l'avant-propos, rédigé par le secrétaire d'Etat américain, M. Colin Powell, du Rapport du département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde en 2002.

#### Le Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 2002

#### Avant-propos

L'année 2002 s'est révélée éprouvante pour les Etats-Unis sur le plan de la promotion des droits de l'homme dans le monde. Non pas, nécessairement, que les atteintes aux droits de l'homme aient augmenté ou empiré - bien que les défis dans ces domaines ne manquent pas - mais plutôt en raison de toutes les occasions qui nous ont été présentées de respecter notre engagement à défendre les normes établies en matière de dignité humaine et de liberté.

L'année naissante a vu des forces américaines en Afghanistan, et nous continuons à affecter à cette région des ressources militaires, politiques et économiques destinées à effacer les effets funestes du régime taliban et les conditions qui ont laissé perdurer son mépris cruel à l'égard des droits de l'homme. Ailleurs dans le monde, nous nous sommes donné pour mission d'étendre les bienfaits de la liberté et de la sécurité et de montrer que ces deux avantages sont non seulement compatibles, mais aussi interdépendants. Nous avons avancé ces objectifs non pas en tant qu'aspirations exclusivement américaines, mais comme le droit inné de chaque être humain.

Le rapport sur les pratiques des pays en matière de droits de l'homme en 2002 repose sur la conviction selon laquelle nous devons reconnaître le problème et le décrire en toute objectivité si nous voulons en favoriser la solution. Il n'y a rien à gagner à passer outre aux atteintes aux droits de l'homme ou à hésiter à les dévoiler. Cette année, notre rapport couvre 196 pays, qui vont des défenseurs des droits de l'homme et des démocraties aux pires violateurs de la dignité humaine. Mais en vérité, aucun pays n'est exempt d'un examen minutieux, et tous les pays bénéficient des efforts constants que nous déployons afin d'identifier leurs faiblesses et d'améliorer leurs résultats dans ce monde si imparfait. Le rapport pour chaque pays sert en outre à mesurer nos efforts internationaux en faveur des droits de l'homme ; il fait valoir les domaines où des progrès ont été faits et attire notre attention sur les défis nouveaux et anciens.

Dans un monde en marche vers la démocratie et le respect des droits de l'homme, les Etats-Unis sont à la fois chef de file, partenaire et participant. Nous avons assumé cette responsabilité avec la conviction profonde et permanente que les droits de l'homme sont universels : ils ne s'ancrent pas exclusivement dans les valeurs américaines ou occidentales. C'est profondément imbus de cette responsabilité que nous avons préparé et que nous transmettons à présent au Congrès le Rapport sur les pratiques des pays en matière de droits de l'homme en 2002.

Colin Powell, secrétaire d'Etat

#### LE RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME SERVIRA DE GUIDE AUX ETATS-UNIS

Propos de M. Lorne Craner, du département d'Etat, à l'occasion de la parution de ce rapport

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires relatives à la démocratisation, aux droits de l'homme et au travail, M. Lorne Craner, a déclaré que le nouveau rapport du département d'Etat sur le respect des droits de l'homme dans cent quatre-vingt-seize pays servirait de guide aux Etats-Unis dans leur action visant à encourager la cessation des violations.

Lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 31 mars à l'occasion de la parution de ce rapport annuel, M. Craner a cité les faits suivants :

- en Asie centrale, les espoirs relatifs à la démocratisation et au respect des droits de l'homme se sont lentement évanouis dans les années 1990, et les droits de l'homme sont peu respectés. En vue de remédier aux violations, les Etats-Unis ont doublé leur aide destinée à favoriser le respect des droits de l'homme et la démocratisation au Kirghizistan et au Turkménistan et l'ont quadruplée en Ouzbékistan et au Tadjikistan ;

- au Moyen-Orient, l'écart entre de nombreux pays et le reste du monde en matière de démocratie est immense. Traduisant la détermination du gouvernement des Etats-Unis de contribuer à la solution des problèmes du monde arabe, l'Initiative de partenariat entre les Etats-Unis et le Moyen-Orient a pour objet de faciliter des réformes générales et de favoriser un avenir prospère dans cette partie du monde. Elle renforce notamment des programmes visant la réalisation de projets de démocratisation au Maroc, au Bahreïn et au Qatar ;

- en Chine, on observe de graves violations des droits de l'homme en ce qui concerne tant la liberté politique que la liberté religieuse, ainsi que l'incarcération de dissidents. Toutefois, on observe aussi, au sein du pays, une accentuation des pressions en faveur de réformes politiques. Pour la première fois, le gouvernement Bush apporte un soutien aux personnes qui préconisent de telles réformes, en plus des dissidents qui se trouvent en dehors du pays ;

- l'une des tâches prioritaires des Etats-Unis est d'offrir des incitations nouvelles en faveur de la démocratisation à travers le monde. Le Compte du millénaire (MCA) que le président Bush a proposé l'an dernier en constitue une illustration. Ce compte, qui est actuellement à l'étude au Congrès, crée un cadre novateur pour la distribution de l'aide.

Le MCA accorde une importance accrue à la diffusion d'informations sur les droits de l'homme et sur la démocratie, et c'est un nouvel exemple de l'intégration pratique du suivi du respect des droits de l'homme ainsi que de l'application de la politique étrangère. En établissant des critères en matière de gouvernance et de liberté économique et des objectifs de développement en matière de santé et d'enseignement publics, le MCA constituera un moyen de réduire l'écart entre les principes, notamment en matière de droits de l'homme, et la pratique dans de nombreuses parties du monde, dont l'Afrique. Le rapport sur les divers pays permet aux Etats-Unis de définir les problèmes à cet égard. Par ailleurs, M. Craner a indiqué qu'il n'était pas du do-

maine exclusif des Etats-Unis d'encourager la démocratisation et le respect des droits de l'homme et il a fait état à cet égard de la réunion de la communauté des démocraties qui avait eu lieu en novembre dernier à Séoul (Corée du Sud) et dont les participants avaient affirmé que la démocratie constituait la meilleure arme pour lutter contre le terrorisme.

On peut consulter le rapport de 2002 sur les droits de l'homme (en anglais) sur le site Internet du département d'Etat à l'adresse suivante : <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2002>

#### LES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME AU PROCHE-ORIENT EN 2002

Des alliés de longue date des Etats-Unis sont pointés du doigt.

Par Stephen Kaufman  
Rédacteur du "Washington File"

Washington - Le Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 2002, rendu public le 31 mars 2003, critique la situation qui existe dans de nombreux pays du Proche-Orient au plan des droits de l'homme, y compris des alliés de longue date des Etats-Unis tels que l'Egypte, l'Arabie saoudite et Israël.

Nombreux sont ceux qui, dans la région, n'ont pas réellement la possibilité, et dans certains cas le droit, de changer leur gouvernement, souligne le rapport qui mentionne les fréquentes allégations de tortures que feraient subir les forces de sécurité aux détracteurs et aux opposants des gouvernements dans toute la région.

Lorsqu'il a annoncé la publication du rapport, le 31 mars, le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, a fait remarquer que "les Etats qui attachent beaucoup d'importance au respect des droits de l'homme sont ceux qui sont le plus à même de contribuer à la sécurité et au bien-être internationaux. Là où les droits de l'homme et les libertés fleurissent, les terroristes et les tyrans ne prospèrent pas et il n'y a ni conflit ni chaos".

"Ce rapport ordonné par le Congrès reflète l'attachement indéfectible des Etats-Unis à promouvoir dans le monde entier des principes internationalement reconnus en

matière de droits de l'homme. Notre pays a été fondé sur le principe que la liberté est le droit inné de chaque être humain, et l'Amérique est fière d'être la force de la liberté aux quatre coins du globe", a dit M. Powell.

Les manquements à la démocratie en Arabie saoudite et les pratiques de ses forces de sécurité, notamment le recours à la torture, ont valu un mauvais score à cet allié des Etats-Unis qui figure parmi les plus proches dans la région.

"Les forces de sécurité saoudiennes continuent à commettre des sévices sur les détenus et les prisonniers, à arrêter et à détenir arbitrairement les gens et à les maintenir au secret", précise le rapport.

Israël a obtenu un meilleur score que l'Arabie saoudite car "en règle générale, le gouvernement israélien respecte les droits de l'homme des Israéliens". Cependant, le rapport critique la façon dont les Palestiniens sont traités dans les territoires occupés par Israël, mentionnant notamment l'usage de la torture. Il critique aussi la façon dont Israël traite ses habitants d'origine arabe.

"La note générale d'Israël au plan des droits de l'homme dans les territoires occupés demeure mauvaise, et elle s'est aggravée dans plusieurs domaines étant donné que l'Etat hébreu continue à commettre de graves atteintes aux droits de l'homme", souligne le rapport.

Selon le rapport, Israël a tué 990 Palestiniens en 2002, dont d'innocents badauds et il se livre à des assassinats ciblés dans des zones peuplées où il est fort probable qu'il y aura des victimes parmi les civils.

L'Egypte, un autre allié des Etats-Unis, se voit critiquée pour "le recours à mauvais escient aux tribunaux militaires et aux tribunaux dépendant de la Cour de sûreté de l'Etat. Le rapport reconnaît que le gouvernement égyptien "respecte en règle générale les droits de l'homme de ses concitoyens dans certains domaines", mais critique les restrictions imposées à la liberté d'association en Egypte et la domination du parti au pouvoir qui est telle "que les gens n'ont pas véritablement la possibilité de changer leur gouvernement".

Interrogé à propos des liens étroits qu'entretiennent les Etats-Unis avec des pays considérés comme n'ayant pas de bonnes pratiques en matière de droits de l'homme, M. Powell a répondu : "Dans chacun des cas sans exception, nous disons clairement que nous collaborons avec

eux dans certains domaines, mais que cette collaboration pourrait s'améliorer et nos liens se renforcer s'ils respectaient ce que nous considérons comme les principes fondamentaux des droits de l'homme."

Le rapport souligne les améliorations apportées par le gouvernement de Bahreïn dans le domaine des droits de l'homme et fait remarquer qu'en règle générale, ce gouvernement respecte les droits de l'homme de ses concitoyens dans certains domaines et a enregistré des améliorations dans d'autres, en particulier en ce qui concerne le respect des droits politiques.

Il donne un mauvais score à la Syrie et à la Libye, déclarant que ces gouvernements étouffent toute opposition politique, utilisent la torture, et limitent les libertés fondamentales de l'homme, entre autres la liberté d'expression, la liberté de la presse, et la liberté d'association.

En Syrie, les mauvaises conditions d'incarcération sont courantes de même que les arrestations et les détentions arbitraires, les détentions prolongées sans procès et les procès fondamentalement injustes par des tribunaux dépendant de la Cour de sûreté de l'Etat. L'appareil judiciaire y est inefficace : la corruption règne et des pressions politiques sont parfois exercées. En outre, le respect de la vie privée des gens n'y est pas toujours la norme.

Le rapport accuse le gouvernement libyen d'avoir recours à la torture et aux procès sommaires pour étouffer l'opposition, de détenir de nombreux prisonniers politiques pendant des années "sans chef d'accusation et sans procès" et de ne pas respecter la vie privée des gens.

"Les Libyens n'ont pas le droit à la sécurité de leur domicile ou de leur personne et n'ont pas le droit d'avoir des biens personnels", précise le rapport.

Pour ce qui est du Liban, divers problèmes ont eu un impact sur le dossier des droits de l'homme de ce pays : le gouvernement ne contrôle pas complètement certaines parties du pays, le système électoral est loin d'être parfait, les élections de 2000 ont été faussées, et la Syrie continue d'y exercer son influence.

Selon le rapport, les forces de sécurité du gouvernement libanais ont commis des actes impliquant l'usage excessif de la force, la torture et des sévices contre les déten

us ; elles se sont livrées par ailleurs à des arrestations arbitraires de dissidents politiques.

"Malgré l'adoption en 2001 d'un nouveau Code de procédures criminelles, les longues détentions provisoires et les longs délais avant la tenue de procès n'ont pas disparu. Les tribunaux ont subi des pressions politiques", déclare le rapport.

Le gouvernement des Etats-Unis, a souligné M. Powell, a fait le maximum pour "garantir que tous les éléments du rapport soit exacts et objectifs".

"Le rapport se passe de commentaires. Ils reflètent aussi la promesse solennelle du président Bush selon laquelle les Etats-Unis appuieront toujours les exigences non négociables sous-tendant la dignité humaine", a déclaré M. Powell, ajoutant que le gouvernement Bush tenait à "travailler avec les gouvernements étrangers, les organisations non gouvernementales, les organismes de libre-échange et les individus afin d'améliorer l'application des normes internationales en matière de droits de l'homme".

"Nous sommes solidaires des hommes et femmes courageux qui, aux quatre coins du monde, oeuvrent pour faire avancer les droits de l'homme et les valeurs démocratiques au sein de leur propre pays et par le truchement de la communauté internationale", a souligné M. Powell.

On peut consulter le rapport de 2002 sur les droits de l'homme dans les pays du Proche-Orient (en anglais) sur le site Internet du département d'Etat à l'adresse suivante <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2002/c8699.htm>

#### COLIN POWELL : LES E.-U. VEULENT LA LIBERTÉ EN IRAK ET LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

Son interview accordée le 30 mars au New York Times.

Selon le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, les sentiments du public à l'étranger à l'égard des Etats-Unis ne manqueront pas de changer lorsque la situation aura changé en Irak et que le gouvernement Bush s'impliquera davantage dans le processus de paix au Proche-Orient.

Le 30 mars, à l'occasion d'une interview au New York Times, M. Powell a expliqué que les sentiments du public changeront lorsque la victoire aura été assurée en Irak, que les gens réaliseront que la guerre est finie, que le dictateur sera parti et qu'un avenir meilleur se présentera au peuple irakien, même s'il faudra du temps pour reconstruire, et aussi lorsque les gens verront que les Etats-Unis s'intéressent sérieusement au processus de paix au Proche-Orient.

Selon lui, une fois éliminé le régime de Saddam Hussein, le commandant militaire aura l'obligation de stabiliser la situation et d'établir aussi vite que possible des mécanismes sous-tendant une administration civile et de se préparer à mettre en place un gouvernement intérimaire. "Nous parlons à l'heure actuelle de la forme que pourrait avoir ce gouvernement intérimaire (...) qui pourrait comprendre des Irakiens expatriés et des Irakiens triés sur le volet en Irak", a-t-il dit, ajoutant que les Etats-Unis s'efforceraient aussi de définir le rôle qu'il appartiendra aux Nations unies de jouer en Irak une fois Saddam Hussein parti.

M. Powell a fait remarquer qu'en changeant la "dynamique" en Irak et au Proche-Orient, les Etats-Unis pourront se réengager dans un vaste et ambitieux éventail d'initiatives de politique étrangère. Elles comprennent notamment le renforcement de la démocratie et l'accroissement du libre-échange, l'augmentation de l'aide par le truchement du Compte du millénaire, la présentation de nouvelles idées pour faire face aux changements climatiques, la généralisation des soins aux malades du VIH/sida, la multiplication des échanges avec l'Afrique en élargissant la portée de la Loi sur la croissance et les possibilités en Afrique (AGOA), et la recherche d'une solution diplomatique au problème nucléaire nord-coréen.

"L'ordre du jour est vaste (...) Nous nous concentrerons sur la démocratie, l'élaboration de la démocratie et des institutions démocratiques aux quatre coins du monde par le biais du Compte du millénaire et d'accords de libre-échange", a-t-il déclaré.

M. Powell n'a pas admis l'idée selon laquelle les Etats-Unis ne se préoccupaient pas de la question nord-coréenne, expliquant qu'ils avaient travaillé avec les pays de la région pendant des mois afin de réaliser l'objectif d'une péninsule coréenne dénucléarisée.

A propos des efforts diplomatiques déployés au sein des Nations unies en ce qui concerne la situation en Irak, M. Powell a indiqué que certains alliés, notamment le Roy-

aume-Uni, l'Australie, l'Italie et l'Espagne étaient d'avis qu'une deuxième résolution du Conseil de sécurité serait utile en tant que suivi à la résolution 1441 qui a l'appui unanime des membres du Conseil.

"En dépit des rapports faisant état du contraire, nous étions sur la bonne voie. Cependant, la menace d'un veto de la France, quel qu'aurait été le libellé de la résolution, nous a obligés à abandonner les efforts visant à garantir son adoption", a dit M. Powell.

#### AIDE À L'IRAK : LES E.-U. VERSERONT 21 MILLIONS DE DOLLARS SUPPLÉMENTAIRES

Texte du communiqué du département d'Etat

D'après une note aux médias diffusée le 29 mars par le département d'Etat, les Etats-Unis ont annoncé une contribution supplémentaire de 21 millions de dollars à quatre organisations humanitaires internationales aux fins d'opérations de secours en Irak.

Ces organisations sont le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'Organisation internationale pour les migrations et le Comité international de la Croix-Rouge.

A ce jour, les Etats-Unis ont fourni 123 millions de dollars aux organisations internationales pour les aider à se préparer à réagir à la crise en Irak.

Nous donnons ci-dessous le texte de la note aux médias publiée le 29 mars par le département d'Etat.

Note aux médias Département d'Etat Bureau du porte-parole Washington, DC Le 29 mars 2003

Les Etats-Unis font une contribution supplémentaire de 21 millions de dollars aux organisations internationales aux fins des opérations de secours liées à la crise irakienne

Le Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du département d'Etat est heureux d'annoncer une contribution supplémentaire de 21 millions de dollars à quatre organisations internationales pour leurs opérations de secours liées à la crise en Irak.

En réponse à l'appel urgent lancé ce mois-ci par le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés, les Etats-Unis lui fournissent 6 millions de dollars supplémentaires. Ajoutés aux 15 millions de dollars promis précédemment, la contribution totale des Etats-Unis au Haut Commissariat aux réfugiés au titre des opérations de secours en Irak se monte à 21 millions de dollars. Nous avons l'intention de faire d'autres contributions.

Afin de soutenir les programmes visant à réagir à une éventuelle crise humanitaire en Irak, ainsi que dans les pays voisins, les Etats-Unis fournissent 3 millions de dollars à la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Ces fonds visent à financer la livraison des secours aux réfugiés et aux personnes déplacées.

Afin d'aider l'Organisation internationale des migrations (OIM) à se préparer à une éventuelle situation d'urgence humanitaire en Irak, les Etats-Unis lui fournissent deux millions de dollars supplémentaires. Cela s'ajoute à une contribution précédente de 630.000 dollars, ce qui porte l'aide totale du département d'Etat à l'Organisation internationale des migrations à 2,63 millions de dollars. L'USAID a en outre fait une contribution supplémentaire de 5,95 millions de dollars à l'OIM.

Le 20 mars 2003, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a publié un appel à l'extension du budget pour l'Irak. En réponse à cet appel, qui couvrira les activités de protection et d'assistance en Irak et aux alentours, les Etats-Unis offrent une contribution initiale de 10 millions de dollars.

A ce jour, les Etats-Unis ont fourni 123 millions de dollars aux organisations internationales pour les aider à se préparer et à faire face à une crise en Irak, et demandent à tous les autres donateurs de se montrer généreux de façon que ces programmes qui permettent de sauver des vies reçoivent les ressources dont ils ont besoin.

## LA SÉCURITÉ ET L'ACCUEIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Le département d'Etat essaie de trouver un juste milieu

Le département d'Etat coopère avec d'autres agences du gouvernement afin d'améliorer la sécurité au niveau du traitement des visas des étudiants et des visiteurs étrangers, tout en soutenant l'intérêt national des Etats-Unis par la promotion d'échanges scientifiques et universitaires. Cet effort concerté d'améliorer les procédures est né des attaques terroristes du 11 septembre 2001 et de la constatation que leurs auteurs étaient entrés aux Etats-Unis avec des visas valides.

Le 26 mars, la sous-secrétaire d'Etat adjointe aux services des visas, Mme Janice Jacobs, a déclaré à la commission scientifique de la Chambre que l'amélioration des systèmes d'échange d'informations avec les agences des forces de l'ordre était l'une des étapes essentielles du renforcement de la sécurité. "Nous avons réalisé d'énormes progrès sur le plan de l'identification d'individus qui risquent de présenter une menace pour notre pays."

Cependant, cette sécurité renforcée n'est pas sans conséquences. La commission scientifique avait convoqué la séance suite à certaines inquiétudes exprimées par des institutions universitaires au sujet des nouvelles procédures, et notamment des délais excessifs qu'elles entraînent au niveau de l'approbation des visas.

Le président de la commission, M. Sherwood Boehlert, un républicain de New York, a souligné les importantes contributions qu'apportent les étudiants et les visiteurs étrangers à la vie intellectuelle de notre nation. "Lorsque nous avons un mécanisme d'octroi de visas qui a un effet d'obstacle, voire de dissuasion, à la venue d'étudiants étrangers, c'est mauvais pour notre sécurité", a affirmé M. Boehlert dans sa déclaration liminaire. "Lorsque nous avons un système d'octroi de visas qui constitue un filet si vaste que nous ne pouvons plus nous concentrer sur les menaces réelles, c'est mauvais pour notre sécurité."

Mme Jacobs a reconnu que dans certains cas, les nouvelles procédures avaient ralenti l'octroi de visas. Cependant, dans la foulée du 11 septembre, l'atmosphère ambiante exigeait que le département d'Etat et d'autres agences conçoivent et mettent en oeuvre de nouveaux systèmes beaucoup plus rapidement qu'en temps normal. Du fait de la rapidité de l'action, a-t-elle affirmé, cer-

taines ressources, notamment en matière de personnel et de formation, ont manqué au début.

“Le département d’Etat s’attache, avec ses partenaires fédéraux, à régler les problèmes et à améliorer la fiabilité du traitement des demandes de visas des milieux scientifiques et universitaires.”

